

## AKTUELL

MINEUR-E-S EN PRISON

# Otages d'une bataille politique

Luc Caregari

**Depuis la révélation dans le Land que deux mineurs restent enfermés au CPL de Schrassig, la vieille bataille entre la justice et les protecteurs de la jeunesse refait rage. Il semble que même la coalition « progressiste » ne soit pas prête à mettre fin à ces pratiques.**

La situation des mineur-e-s placés en détention au Luxembourg n'est pas nouvelle. Depuis 1993, le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains (CPT - dépendant du Conseil de l'Europe) a épinglé les gouvernements successifs sur ces faits. Car s'il n'est pas illégal d'enfermer des mineur-e-s dans des prisons conçues pour les adultes, les textes internationaux indiquent tous que c'est une situation à éviter autant que possible. Les mineur-e-s devenus criminels sont particulièrement impressionnables, et un séjour dans un environnement carcéral peut très vite virer à une vraie école du crime et les lancer dans une

longue carrière de délinquance. Au contraire, une société moderne devrait préconiser des mesures de réinsertion et d'éducation pour éviter à ces jeunes de basculer dans une telle carrière.

Elle devrait, mais au Luxembourg, ce n'est pas le cas. Et aux rapports et aux recommandations du CPT, les réponses gouvernementales ont été quasiment identiques jusqu'à présent : la pratique cessera dès qu'une unité spécialisée pour l'accueil des mineur-e-s sera en place. Ce qui est chose faite depuis le 1er novembre 2017, la date de l'ouverture de l'Unisec à Dreiborn - qui peut accueillir jusqu'à 12 jeunes délinquant-e-s en même temps et qui dispose de pas moins de 48 personnes y travaillant, gardiens et éducateurs compris.

## Punir ou réinsérer ?

Or, quatre mois après l'ouverture de l'Unisec, celle-ci héberge désormais quatre jeunes, mais deux autres restent toujours derrière les barreaux

à Schrassig, dans un environnement d'adultes. L'excuse du manque de structures adéquates ne comptant plus, il est à se demander pourquoi ces deux mineurs ne sont pas transférés dans l'unité créée expressément pour eux. Question que s'est posée aussi la médiatrice Claudia Monti dans une série de deux lettres ouvertes, dans lesquelles elle argumente qu'il n'y a pour l'instant aucune raison pour que les deux jeunes ne soient pas transférés à Dreiborn. Jointe par le woxx, Monti s'explique : « Il est vrai que tous les pays ont la possibilité d'enfermer des jeunes dans des prisons pour adultes. Pourtant, cela est réservé à des cas extrêmes et nous ne sommes pas en présence d'une telle situation. Le Luxembourg a été condamné à répétition par toutes les instances internationales, incluant le Conseil des droits de l'homme, pour ces pratiques ».

La situation légale au Luxembourg ne connaît pas de droit pénal pour les mineur-e-s, mais une pro-

tection de la jeunesse. Ce qui fait dire à Claudia Monti que l'argument du parquet que les deux délinquants mineurs seraient des récidivistes est un non-sens, parce qu'ils ne relèvent pas du Code pénal. Tout comme l'argument dans le communiqué du parquet que les deux n'auraient « exercé aucune voie de recours ». « Quand on sait qu'un tel recours peut prendre jusqu'à un an, c'est tout de même un peu exagéré de se cacher derrière ce raisonnement », conclut Monti.

Tout cela se passe sur un arrière-fond de bataille politique : la réforme de la protection de la jeunesse, promise par Félix Braz, est un enjeu majeur pour le parquet et les protecteurs de la jeunesse. Pour l'instant, l'avant-projet de loi est trop vague pour la médiatrice sur les critères qui permettraient d'enfermer des mineur-e-s au CPL. Elle est d'ailleurs rejointe sur ce point par la Commission consultative des droits de l'homme dans son avis sur le texte proposé. « Il est encore temps d'insister sur ces clarifications », estime Monti. « S'ils veulent toujours emprisonner des mineur-e-s, qu'ils nous donnent les bonnes raisons. Car jusqu'ici rien ne justifie ces incarcérations. » Bref, tout dépend du courage politique du ministre de la Justice, qui naguère avait défini cette réforme comme une priorité.

NEI AVENUE

# Die Tram vor lauter Bäumen nicht sehen

Joël Adami

**Die Bäume in der „Nei Avenue“ müssen weg - sie werden im Zuge der Umgestaltung der Prachtstraße ausgetauscht.**

Mitte Februar war die Aufregung groß, als durchsickerte, dass die Bäume in der Avenue de la Liberté im Zuge der anstehenden Modernisierungsarbeiten abgeholzt werden sollen. Flugs wurde eine Petition gestartet und eine Facebookseite angelegt, um die Bäume zu retten. Statt gleich zu der Causa zu kommunizieren, vertrösteten die Stadt Luxemburg und das Infrastrukturministerium auf eine Pressekonferenz, die am 23. Februar stattfand.

André von der Marck, Generaldirektor von Luxtram, die Bürgermeisterin von Luxemburg-Stadt, Lydie Polfer, der Nachhaltigkeitsminister Francois Bausch, Umweltstaatssekretär Camille Gira und der Unesco Site Manager für

Luxemburg, Robert Philippart, waren angetreten, um Erläuterungen zu den Bauarbeiten an der bis zum Bahnhofsviertel führenden Tramtrasse zu geben. Lydie Polfer betonte, dass es sich bei der „Nei Avenue“ um „eine der schönsten Straßen Europas“ handle, weshalb die Straßenbahn dort ohne Oberleitungen fahren werde.

## Aus für „zu exotische“ Kirschbäume

Allerdings wird nicht nur der Bodenbelag verändert; es wird auch die Gelegenheit genutzt, die Infrastruktur im Untergrund der Avenue de la Liberté zu modernisieren. Im Laufe der Jahrzehnte sind die Wurzeln der Bäume, von denen die ältesten 1967 gepflanzt wurden, mit den Leitungen verwachsen - mit ein Grund, warum die Erhaltung der meisten Platanen und ja-

panischen Kirschbäume nicht möglich sein wird.

Zehn Bäume werden transplantiert und können an einem anderen Ort ihren Ruhestand genießen. 76 neue werden künftig das Bild der „Nei Avenue“ prägen. Die Japanische Kirsche wird nicht mehr vertreten sein - „zu exotisch und nicht an die heimische Ökologie angepasst“, so Camille Gira. Die neuen werden mit acht Metern die gleiche Höhe haben wie die jetzigen, sodass im Stadtbild kein Unterschied zu erkennen sein wird. Um welche Art Bäume es sich handelt, ist noch nicht entschieden - vor den Platanen standen in der Prachtstraße Linden. Letztere wären im Gegensatz zu den Platanen auch tatsächlich einheimische Arten, ziehen jedoch Blattläuse an, die im Sommer Honigtau absondern, der Autos und Gehwege verklebt.

## Kein Dieselverbot - dank der Tram

Gira räumte aber ein, dass diejenigen, die sich für den Erhalt der Bäume einsetzen, im Grundsatz recht haben: „Gerade wegen des Klimawandels ist jeder Baum wertvoll. In der aktuellen Situation war es aber so, dass die Bäume nach den Infrastrukturarbeiten kaum eine Überlebenschance gehabt hätten, viele sind auch bereits krank.“



GRAFIK: LUXTRAM

So soll die „Nei Avenue“ 2020 aussehen: In dem Entwurf säumen Platanen die Allee.

Infrastrukturminister Bausch betonte, dass nach dem Ausbau der Tram jeden Tag 2.200 Busse weniger in der Hauptstadt verkehren werden, was der Luftqualität zugute kommen wird - die Nei Avenue hat zur Zeit sehr schlechte Stickoxid-Werte. Damit könne Luxemburg auch Fahrverbote für Dieselfahrzeuge umgehen.

Polfer und Philippart gaben beide an, dass die Bäume für das Stadtbild enorm wichtig seien. Sämtliche Änderungen - z. B. sollen Gehsteige und Radwege in Naturstein ausgeführt werden - seien mit der Unesco abgesprochen, um den Weltkulturerbe-Status der Stadt nicht zu gefährden. Über die Tram, um die es eigentlich gehen sollte, wurde auf der Pressekonferenz erstaunlich wenig gesagt - aber der stehen jetzt ja auch keine Bäume mehr im Weg.